

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Tous dans la rue le jeudi 28 octobre !**

- 60 ans, pas un an de plus, pas un euro de moins ! -

Date de mise en ligne : lundi 25 octobre 2010

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Malgré le cap difficile des vacances de la Toussaint nous devons tenir pour pouvoir rebondir aussitôt la fin de ces vacances et préparer un raz-de-marée pour la manifestation du samedi 6 novembre.

C'est pourquoi la mobilisation doit être massive le 28 octobre : il faut préserver le rapport de forces et préparer le rebond.

Le 26 octobre, l'UNEF appelle les étudiants à « multiplier les actions », pour préparer la mobilisation interprofessionnelle du 28 octobre.

## **La soi-disant « concession » du gouvernement, lors du vote du Sénat, n'est en fait qu'une nouvelle attaque contre nos retraites**

Ils nous annonçaient que cette « réforme » serait la der des ders. Eh bien non car si, par malheur, ils gagnaient en 2012, ils en rajouteraient une louche. C'est ce que vient de voter la majorité de droite au Sénat en prévoyant en 2013 une nouvelle « réforme » instaurant une retraite par points.

Le gouvernement présente ce vote comme une « ouverture » alors qu'il s'agit de durcir encore la réforme qu'ils n'arrivent pas aujourd'hui à nous imposer. Ils veulent nous faire subir la retraite par points réclamée depuis toujours par le Medef. Une retraite qui serait calculée non sur les 6 derniers mois de salaire, comme aujourd'hui dans la Fonction publique ou sur les 25 meilleures années dans le privé, mais sur la totalité de la carrière.

Une nouvelle dégringolade du montant des retraites, un nouvel espace offert aux fonds de pension et à l'épargne-retraite : voilà en quoi consiste leur « ouverture ».

## **« La grève coûte cher » affirme la ministre de l'Economie, Christine Lagarde**

Il ne tient qu'à Sarkozy d'en diminuer le coût en retirant son projet scélérat.

Certes, la grève coûte cher. Elle coûte d'abord cher aux grévistes et c'est bien là dessus que compte le gouvernement.

Qu'elle coûte aussi le plus cher possible au patronat (la seule chose que Christine Lagarde ait à coeur) est le bien le but de toute grève. Si le patronat ne perdait pas d'argent, il ne céderait jamais et ses commanditaires au gouvernement non plus. Ce n'est que lorsqu'ils verront que la généralisation de la grève et les blocages au service de cette grève commencent à leur coûter trop cher qu'ils céderont. C'est pourquoi, il est indispensable de soutenir financièrement les salariés qui sont aujourd'hui à la pointe de la grève.

## **Ils mènent, en face, une guerre de la confiance : gagnons-là !**

Ils font tout pour essayer de manipuler l'opinion : les gros médias recherchent les « incidents », ils blablatent à propos des « blocages », à propos de « l'essence qui manque », à propos « du vote qui a eu lieu et c'est fini », à propos des jeunes « casseurs », à propos des grèves qui coûtent cher, etc. C'est une propagande anti-grève ordinaire mais qui ne prend pas.

Sarkozy n'a jamais été aussi bas dans les sondages : 29 % dans le sondage IFOP du 24 octobre.

L'opinion, la majorité écrasante, reste solidement ancrée autour de la mobilisation et les grèves et les manifestations des 28 octobre et 6 novembre sont populaires. Elles doivent, elles vont rassembler. Le combat continue jusqu'à ce que le forcené isolé de l'Élysée, cède et ouvre des négociations avec les syndicats unis.

Mobilisons-nous, ils mènent, en face, une guerre de la confiance, gagnons-là ! C'est au moral que cela se joue ? Ils veulent usure et pourrissement : parions sur la solidité et la détermination de notre bataille, démentons leurs pronostics, diffusons de la confiance, jamais un tel mouvement n'a tenu comme celui-ci huit mois depuis mars et 10 semaines depuis septembre.

## Après le vote au Parlement, la lutte n'a pas à s'arrêter

Il faudra d'abord, pour être validée, que la loi soit approuvée par le Conseil Constitutionnel, c'est-à-dire pas avant le 15 novembre.

Et même si elle était approuvée par le Conseil constitutionnel, il serait toujours possible de nous mobiliser contre cette réforme injuste en exigeant son abrogation ou en obligeant Sarkozy, comme l'avait fait Chirac pour le CPE, à ne pas appliquer la loi, pourtant votée.

## Installer, poursuivre assurer les grèves en pointe dans les raffineries, le transport...

Ils ont beau plastronner, ils sont obligés de reconnaître que « une station service sur quatre » n'est pas approvisionnée et que sept départements sont totalement à court de carburant.

Le jeu du chat et de la souris continue. A Fos-sur-Mer, à Saint-Nazaire où 300 salariés ont empêché l'arrivée d'un tanker pétrolier destiné à ravitailler en carburant le dépôt de Donges.

A Cournon d'Auvergne (Haute-Loire), vendredi, dès 4 heures du matin, 600 manifestants (salariés du commerce, de la construction, de l'industrie, fonctionnaires, cheminots, en grève...) ont bloqué une plate-forme logistique alimentant Auchan, Atac...

La grève, même ralentie par la Toussaint, continue à la SNCF, chez les conducteurs de bus, les éboueurs dans de nombreuses villes...

## Ne soyons pas la génération qui a perdu la retraite à

## 60 ans

Pour « regarder nos enfants dans les yeux » ne soyons pas la génération qui a perdu la retraite à 60 ans que nos parents ont gagné pour nous, luttons, ne nous laissons pas impressionner ! Des jours de salaires sont perdus, mais cela représentera de toute façon beaucoup moins que des années de retraite qu'ils veulent nous voler...

## Unité de toute la gauche !

Multiplions les appels politiques unitaires de toute la gauche. Organisons un grand meeting commun de toute la gauche.

Mettons sur pied un programme commun de toute la gauche sur les retraites

Défendons le droit démocratique de grève contre les réquisitions

**On l'aura ! Nous sommes plus forts, plus nombreux, plus déterminés, nous défendons l'intérêt de la grande majorité, le salariat, pas celui d'une clique minoritaire, celle des riches dominants**